

*Questions orales***L'EMPLOI**

les queues qui rappellent la dépression ne cessent d'allonger à mesure que l'économie périclité.

Le mini-budget de la semaine dernière n'a apporté aucun soutien additionnel aux enfants du Canada. Quand le gouvernement va-t-il se décider à regarder la réalité en face et à se rendre compte qu'à cause de sa stratégie économique inhumaine, des milliers de parents canadiens appauvris n'arrivent plus à loger et à nourrir leurs enfants.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le gouvernement canadien consacre environ 15 milliards de dollars pour corriger ce grave problème. Mon collègue voudra sûrement citer pour mémoire que le pourcentage total des Canadiens à faible revenu a diminué, passant de 18,1 p. 100 en 1984 à 14,6 p. 100 à la fin de 1990. De plus, comme il a mentionné. . .

**Une voix:** Ce sont des chiffres bien commodes.

**M. Mulroney:** J'estime important que les députés comprennent. . .

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Un enfant sur quatre à Winnipeg vit dans la pauvreté.

• (1440)

**M. Mulroney:** Étant donné qu'il mentionne Winnipeg, selon un rapport publié sur la question, une famille de quatre vivant à Winnipeg serait tombée au-dessous du seuil de faible revenu si son revenu était inférieur à 29 661 \$. Cela constitue un budget serré, mais la plupart des Canadiens ne considèrent pas qu'il s'agit là de pauvreté.

**Une voix:** Pour quelle année?

**M. Mulroney:** Pour cette année; selon Campagne 2000, il est question de près de 30 000 \$. En l'occurrence, à Winnipeg, le seuil de pauvreté a été établi à ce niveau-là; le seuil de faible revenu est extrêmement élevé en fonction des normes de n'importe quel pays industrialisé. Je tiens à signaler à mon collègue que, manifestement, si on place la barre à un niveau aussi élevé, il devient alors extrêmement difficile de la franchir.

Cependant, on réalise des progrès dans ce domaine important. Le Canada remédie en partie à la pauvreté chez les enfants et à leurs souffrances. Je souhaiterais que mon collègue reconnaisse que le gouvernement et le Parlement du Canada réalisent de très grands progrès à cet égard.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Clair):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Windsor est le cinquième centre industriel le plus important du pays. À l'heure actuelle, à cause de la politique du gouvernement, le taux de chômage y est de 14 p. 100 et il s'établit à près de 27 p. 100 chez les jeunes. Or, en plus de cela, à la suite de la décision de General Motors de procéder à un rééquipement de son usine, 1 200 emplois permanents vont disparaître.

Que va faire le gouvernement? Le ministre envisage-t-il de créer un programme spécial d'adaptation pour la main-d'oeuvre de Windsor? Croit-il possible de créer certains emplois à Windsor, en établissant peut-être un centre d'immigration dans cette ville frontalière, plutôt qu'à Végreville? Quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, c'est le même député qui s'en est pris également, il n'y a pas si longtemps, aux compressions effectuées par le gouvernement de l'Ontario.

Pour régler les problèmes de ces travailleurs qui sont touchés par cet énorme programme de restructuration, il faut que tous les intéressés unissent leurs efforts afin de trouver des façons d'amortir le choc.

C'est pourquoi à Windsor, comme dans d'autres localités de tout le pays, où l'on licencie un grand nombre de travailleurs et procède à une restructuration touchant les travailleurs, nous prenons des mesures pour aider les gens visés, de concert avec le ministère du Travail de l'Ontario et dans le cadre d'ententes sur le service d'aide à l'adaptation de l'industrie que nous signons avec le syndicat et les propriétaires des usines.

Je sais que le parti du député croit qu'on peut, d'un coup de baguette magique, résoudre tous les problèmes, mais ce n'est pas comme cela que les choses se passent dans la réalité. Nous préférierions collaborer avec les intéressés sur place afin de trouver des solutions.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, nous avons vérifié auprès des propres représentants du ministre à Windsor aujourd'hui. Le ministère n'a encore pris aucune initiative. En fait, rien de ce qu'ils proposent sur le plan de la formation ne semble possible étant donné qu'il y a très très peu d'emplois à ce stade.